



Réponse aux consultations publiques de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) relative aux structures des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution et de transport de gaz naturel de GRTgaz et TERECA

--

- [Consultation publique n°2019-005 du 27 mars 2019 relative à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel](#)
- [Consultation publique n°2019-006 du 27 mars 2019 relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et TERECA](#)

--

Les deux consultations de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), relatives à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux respectivement de distribution et de transport de gaz naturel soulèvent chacune une interrogation (respectivement questions 11 et 24) concernant l'adaptation des réseaux afin d'accompagner le développement de la filière biométhane : « Êtes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ? »

Le Syndicat des énergies renouvelables est favorable à l'envoi d'un signal économique à destination des producteurs de biométhane et portant sur la localisation des installations. Toutefois :

- **un tel signal existe d'ores et déjà** dans le cadre du mécanisme de **réfaction tarifaire sur les coûts de raccordement** des installations de production de biométhane aux réseaux de transport et de distribution. En effet, le porteur de projet engage des frais conséquents correspondants à la part non réfactée du coût de raccordement, ce qui l'incite fortement à placer son installation à proximité des réseaux existants ;
- **Et de tels signaux sont également envisagés** dans les projets de règlement du droit à l'injection. En ce qui concerne les renforcements des réseaux (maillages, rebours, etc.) le projet de décret « droit à l'injection » met en place un zonage de raccordement à destination des producteurs et un critère de pertinence technico-économique (I/V) qui permettent ainsi de ne raccorder que les installations dont les coûts de renforcement rapportés aux volumes demeurent en dessous d'un seuil raisonnable.

Le Syndicat des énergies renouvelables estime que ces signaux économiques existants ou envisagés sont suffisants.

D'une part, c'est avec l'objectif de libérer le plein potentiel de la méthanisation en France et d'accompagner le développement de cette filière que le « droit à l'injection » a été introduit dans la Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (EGalim). En parallèle, le projet de PPE prévoit que ce développement des volumes d'injection dans les réseaux se fasse à un coût acceptable pour les finances publiques. Sur ce point, la filière s'engagera en ce sens sur une baisse progressive du tarif d'achat pour les producteurs. La filière est attachée à l'esprit de la loi et du décret « droit à l'injection », qui propose parmi les mesures de soutien à ce développement de socialiser les coûts de renforcement des réseaux par le biais des tarifs d'utilisation des réseaux. Il appartient donc à la CRE d'en fixer les modalités de recouvrement. L'intérêt global des utilisateurs du réseau est préservé, puisque le décret, en plus du critère de pertinence technico-économique, fixe un plafond d'investissement annuel à 2 % des recettes des tarifs, tant pour les réseaux de distribution que de transport. D'autres pays (l'Allemagne en particulier) ont fait le choix d'une plus forte socialisation de ces coûts.

Le Syndicat des énergies renouvelables estime que l'ajout d'un terme tarifaire spécifique aux producteurs, au-delà des signaux déjà prévus, serait contraire à l'esprit de la loi et des projets de règlements. Cela reviendrait à générer, pour un enjeu limité, une complexité inutile et importante pour les porteurs de projets et les gestionnaires de réseaux. Avec le critère I/V tel qu'il est envisagé de le caler (budget annuel d'investissement inférieur à 2 % des recettes annuelles de l'opérateur et $I/V < 4700 \text{ €/Nm}^3$) les investissements de renforcement des réseaux ne devraient représenter que 1 à 2 % des coûts d'investissement globaux (réseau et production) nécessaires au développement du biométhane, qui eux-mêmes ne représentent qu'un tiers des coûts totaux (investissements et exploitation) de production du biométhane.

Enfin, ces coûts de renforcement sont dans tous les cas répercutés sur les consommateurs finals soit au travers de l'Accès des Tiers aux réseaux de distribution (ATRD) soit au travers de la contribution au service public de l'électricité (CSPE).